



REPÚBLICA DA GUINÉ-BISSAU

GUINEE BISSAU 2025
PLAN STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL
2015-2020 « Terra Ranka »
DOCUMENT 1 : RESUME EXECUTIF



Mars 2015

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Liste des figures | 2 |
| Liste des tableaux | 2 |
| Sigles et Abréviations | 3 |
| RESUME EXECUTIF | 4 |
| VISION : SOL NA IARDI*, LA GUINEE-BISSAU RAYONNE | 5 |
| STRATEGIE 2015-2015 : COMMENT BATIR LA MAISON GUINEE-BISSAU 2025 | 11 |
| DEFI DE L'EXECUTION | 13 |
| ANNEXE : PORTEFEUILLE PROJETS DU PLAN OPERATIONNEL GUINEE-BISSAU 2015-2020 (VAGUE 1) | 16 |

Liste des figures

| | |
|--|-----------|
| Figure 1 : Carte des pôles économiques à l'horizon 2025 | 9 |
| Figure 2 : La Maison Guinée-Bissau 2025 | 10 |

Liste des tableaux

| | |
|---|-----------|
| Tableau 1: Portefeuille projets du Plan Opérationnel Guinée-Bissau 2015-2020 (vague 1) .. | 17 |
|---|-----------|

Sigles et Abréviations

| | |
|----------|---|
| AGETIP | Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public |
| CEDEAO | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| EAGB | Compagnie Bissau-Guinéenne d'Eau et d'Electricité |
| HIMO | Haute Intensité de main d'œuvre |
| IBAP | Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées |
| ITIE | Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives |
| MAB | Man and the Biosphere (l'Homme et la biosphère) |
| MW | Mégawatts |
| OMVG | Organisation de Mise en Valeur du fleuve Gambie |
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| PNIA | Programme National de Développement Agricole |
| PPP | Partenariat Public-Privé |
| PRAO | Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest |
| RCCM | Registre du commerce et du crédit mobilier |
| SIGFIP | Système Intégré de Gestion des Finances Publiques |
| SIMOFLOR | Système de suivi de la végétation forestière de la Guinée-Bissau |
| TIC | Technologies de l'Information et de la Communication |
| TNT | Télévision Numérique Terrestre |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture |

RESUME EXECUTIF

« Comme tous les peuples du monde, nous voulons vivre en paix, nous voulons travailler en paix, nous voulons bâtir le progrès de notre peuple. »

Amilcar Cabral, discours de Dar-es-Salam, 1965.

La lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau était porteuse d'une grande ambition de progrès social et d'appropriation de l'avenir. Le projet des pères de la Nation était d'offrir un avenir meilleur aux bissau-guinéens, de faire en sorte que chacun puisse reconnaître en ce pays sa propre maison. Selon les mots d'Amilcar Cabral, « notre indépendance nous permettra de développer notre propre culture, de nous développer nous-mêmes, et de développer notre pays, en délivrant le peuple de la souffrance, de la misère et de l'ignorance ». 40 ans après l'indépendance, la Guinée-Bissau n'a pas encore su concrétiser ces aspirations. Les difficultés économiques ont attisé les tensions sociales, favorisé le repli sur soi ethnique, et conduit à des éruptions de violences. Le cycle négatif s'est ainsi renforcé et

a empêché de réaliser les aspirations progressistes légitimes de la Nation Bissau-guinéenne. Ce cycle négatif n'est toutefois pas insurmontable, car l'histoire de l'Humanité offre suffisamment d'exemples de sursaut nationaux conduisant à des périodes de prospérité durable.

La Stratégie Guinée-Bissau 2025 a l'ambition de réaliser cette promesse de progrès social. Elle offre un projet commun aux bissau-guinéens, acteurs de la transformation et garants de l'épanouissement collectif. Elle vise à catalyser toutes les énergies positives à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, dans un cadre d'action ambitieux et cohérent, qui permette à la Guinée-Bissau de répondre enfin à ses aspirations de prospérité et de paix. Elle permettra de surmonter le cercle

vicieux de l'instabilité et de la pauvreté pour s'inscrire enfin dans une

La jeunesse est le socle du sursaut national qui porte la Stratégie Guinée-Bissau 2025.

En Guinée-Bissau, le sursaut national est porté par la jeunesse. Plus de 60% de la population a moins de 25 ans et l'amorce d'une transition démographique dans la décennie à venir offre de nouvelles opportunités. Ces jeunes n'ont connu ni la colonisation portugaise, ni la lutte pour l'indépendance. Ils vivent dans une époque où l'information et les valeurs du monde entier circulent et se mélangent. Cette jeunesse n'est pas responsable du cercle vicieux qui a prévalu ces dernières décennies, bien qu'elle en subisse les conséquences. Elle est décidée à ne pas reproduire les erreurs du passé et à relever le défi d'un destin meilleur pour le peuple de la Guinée-Bissau. La Stratégie Guinée-Bissau 2025 est l'outil qui permettra à la jeunesse de canaliser cette aspiration au changement et au sursaut national. Pour sortir du cercle vicieux précédemment décrit, la Guinée-Bissau devra enclencher des dynamiques positives qui se renforcent mutuellement et convergent vers une prospérité partagée. Il lui faudra i) mettre en place des filières de création de richesses qui s'appuient

perspective de développement durable.

sur la valorisation durable de son capital naturel ii) refonder la gouvernance de ses institutions sur un modèle inclusif, participatif, ouvert au dialogue démocratique et respectueux des différences d'opinion et d'intérêt des composantes de la population, qui garantira la paix sociale et iii) inscrire l'activité collective du peuple bissau-guinéen en synergie avec son environnement naturel d'une richesse inestimable, de sorte à ce qu'il se construise avec et non aux dépens de l'extraordinaire biodiversité du pays. En dix ans, une stratégie concertée impulsant simultanément ces trois dynamiques permettra d'ancrer définitivement la Guinée-Bissau dans un cycle vertueux de progrès.

VISION : Guinée-Bissau+, politiquement stabilisée par le développement inclusif, bonne gouvernance et préservation de la biodiversité.

En 2025, la Guinée-Bissau sera une société solidaire, respectueuse de la biodiversité et sur le chemin de la prospérité. La Guinée-Bissau est en

mesure d'infléchir durablement sa trajectoire de développement. Elle est dotée d'un capital naturel considérable. Elle bénéficie d'importantes ressources hydriques (130 km³/an en eaux de surface et 45 km³/an en eaux souterraines), d'un vaste et riche territoire maritime (105.000 km² sur 270 km de côtes), d'une biodiversité exceptionnelle qui rend des services écosystémiques à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Près de 10% de son territoire est couvert de mangrove, soit la proportion la plus importante au monde; 13% (à terme 26%) de son territoire terrestre et maritime est sanctuarisé pour préserver la biodiversité; et l'archipel des Bolama-Bijagós, site naturel exceptionnel de 80 îles et îlots, est reconnue UNESCO MAB (Man & Biosphere) et plusieurs îles (ainsi que des sites terrestres) sont classées RAMSAR (zones humides d'importance internationale). L'économie actuelle de la Guinée-Bissau repose entièrement sur ce capital naturel: il représente 47% de la richesse par habitant, soit la part la plus importante en Afrique de l'Ouest¹. La Guinée-Bissau est ainsi devenue le quatrième producteur mondial de cajou brut, en exploitant les caractéristiques naturelles de son sol. L'analyse montre cependant qu'en améliorant la qualité de sa production de cajou et en transformant localement une partie, elle pourrait d'ici 2025 quadrupler les revenus qu'elle tire de ce secteur. Mais elle montre surtout que la

Guinée-Bissau dispose d'autres véritables moteurs de croissance, et que la pêche, le riz et le tourisme, et peut être les mines, seront les « cajous » de demain. L'avenir économique de la Guinée-Bissau dépendra donc de sa capacité à assurer la gestion durable de ses ressources naturelles renouvelables.

En 2025, la Guinée-Bissau sera un pays attrayant, uni et bien gouverné. La Guinée-Bissau sera un lieu où il fait bon vivre, avec un niveau de vie de pays à revenus intermédiaires, qui offre des opportunités à la jeunesse et aux investisseurs nationaux et étrangers. En 2025, la Guinée-Bissau sera un pays solidaire, où la pauvreté aura été fortement réduite et où les inégalités sociales seront contenues. Elle offrira un cadre épanouissant où la culture sera dynamique et valorisée. En 2025, la Guinée-Bissau sera un havre naturel où la biodiversité sera protégée, avec des écosystèmes sains qui permettront la gestion durable de ses précieuses ressources renouvelables, offriront des services à l'ensemble de la sous-région et contribueront significativement aux grands équilibres environnementaux de la planète. En 2025, la Guinée-Bissau sera un édifice stabilisé, assis sur des fondements solides, qui permettront à la population d'écrire une nouvelle page de l'histoire collective de la Nation.

¹ Banque Mondiale, Wealth accounting data-base

La Guinée-Bissau sera en 2025 un modèle de développement durable, dont la biodiversité sera préservée et régénérée pour garder durablement le potentiel de création de valeur de ses ressources renouvelables et installer le pays dans le cercle vertueux de la prospérité. Pour ce faire, les rendements et la qualité du cajou seront renforcés (espacement des arbres et horticulture associée), l'exploitation des ressources halieutiques sera régulée de façon à en assurer une gestion durable (conservation de la mangrove et des espèces marines, quotas de pêches, contrôle rigoureux du territoire marin) et la qualité exceptionnelle des sites d'écotourisme sera préservée (sanctuarisation et gestion des aires protégées terrestres et marines, diversité des espèces pour la pêche sportive). De même, quel que soit leur potentiel de création de richesses, les ressources du sous-sol (mines, hydrocarbures) ne seront valorisées que si elles démontrent pouvoir être exploitées de manière responsable et que leur impact environnemental pourra être pleinement maîtrisé. La Guinée-Bissau a pris conscience de son potentiel en matière de développement durable, elle se sait pouvoir être porteuse d'un modèle pionnier et salutaire pour le continent, une proposition de développement harmonieux pour les populations, les cultures, la biodiversité locale. L'option primordiale qu'elle prend pour un développement basé sur les ressources naturelles renouvelables conduit le pays à sauvegarder

en priorité son capital naturel et sa biodiversité. Ceci inspirera la nouvelle Gouvernance du pays, présidera aux choix majeurs d'infrastructures, de développement urbain et de développement humain, notamment vis à vis des populations démunies qui seront accompagnées dans leur processus d'autonomisation. Ainsi la Guinée-Bissau se distinguera par son engagement dans le développement durable, clef de voûte de son développement.

La Guinée-Bissau sera en 2025 une économie diversifiée, s'appuyant sur quatre moteurs de croissance : l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme et les mines. L'agriculture et l'agro-industrie reposeront sur le développement des filières cajou et riz. En n'exportant que de la noix brute de cajou, la Guinée-Bissau capture aujourd'hui moins d'un dixième de la valeur ajoutée de cette filière. L'ambition désormais est de quadrupler d'ici 2025 la richesse générée par cette filière cajou. Cet objectif sera atteint i) en valorisant mieux la production agricole, par une meilleure qualité de la noix, un meilleur rendement de la production et une négociation plus efficace des prix, ii) en transformant localement au moins 30% de la production nationale et iii) en s'intégrant aux circuits commerciaux des marchés les plus rémunérateurs. Cette intégration sera rendue possible par le développement de partenariats techniques et financiers avec des acteurs internationaux de référence et par la mise en

place d'un label "Cajou de Bissau". Par ailleurs, la Guinée-Bissau entend atteindre l'autosuffisance en riz dès 2020, avec une production de 450.000 tonnes, contre 200.000 tonnes aujourd'hui, et devenir exportateur net en 2025 avec une production excédant les 500.000 tonnes. Ces résultats seront obtenus, d'une part par l'aménagement de 54.000 hectares de bas-fonds pluviaux et de mangroves, et d'autre part par l'amélioration des pratiques rizicoles et la reconstitution du capital semencier du pays. En outre, les systèmes de stockage et de distribution seront réorganisés. Enfin, une politique d'appui à la filière rizicole sera promue, notamment en faveur des jeunes producteurs et à travers la mise en place de mécanismes de financement des campagnes de commercialisation et de transformation du riz.

La pêche et l'aquaculture seront en 2025 le deuxième moteur de croissance de la Guinée-Bissau. Son vaste plateau continental et ses ressources fluviales constituent une importante ressource naturelle dont la Guinée-Bissau a jusqu'à aujourd'hui peu bénéficié. Optimiser la valorisation de cette ressource suppose désormais pour le pays d'assurer une surveillance stricte de son territoire marin, de collecter intégralement les redevances, de définir des règles de gestion durable de la ressource halieutique, et de stimuler les investissements privés. L'appui au financement des opérateurs sera d'abord orienté vers la transformation

artisanale et l'aquaculture, plus intensives en main d'œuvre, puis dans une deuxième phase, après 2020, vers la transformation industrielle dans le cadre d'une Zone Economique Spéciale à Bissau. L'ambition à l'horizon 2025 est de produire 250.000 tonnes de produits de la mer, de tripler le chiffre d'affaires du secteur et de créer 100.000 emplois (directs et indirects).

Le tourisme jouera le rôle de troisième moteur de la croissance. En s'appuyant sur son exceptionnelle biodiversité, la Guinée-Bissau ambitionne de devenir en 2025 une destination mondialement reconnue d'écotourisme et de tourisme balnéaire. D'ici à 2020, l'archipel des Bijagós servira de « tête de pont » du tourisme de la Guinée-Bissau, dans le cadre d'une Zone Touristique Spéciale gérée par une agence dédiée. Cette agence assurera la promotion des Bijagos, appelée à devenir la marque d'une offre mondialement reconnue d'écotourisme haut de gamme et de pêche sportive. Pour cela, l'archipel fera l'objet d'un programme d'urgence de développement de ses infrastructures et se développera comme un modèle d'excellence dans la gestion responsable des écosystèmes, le développement participatif et inclusif et l'épanouissement des communautés locales.

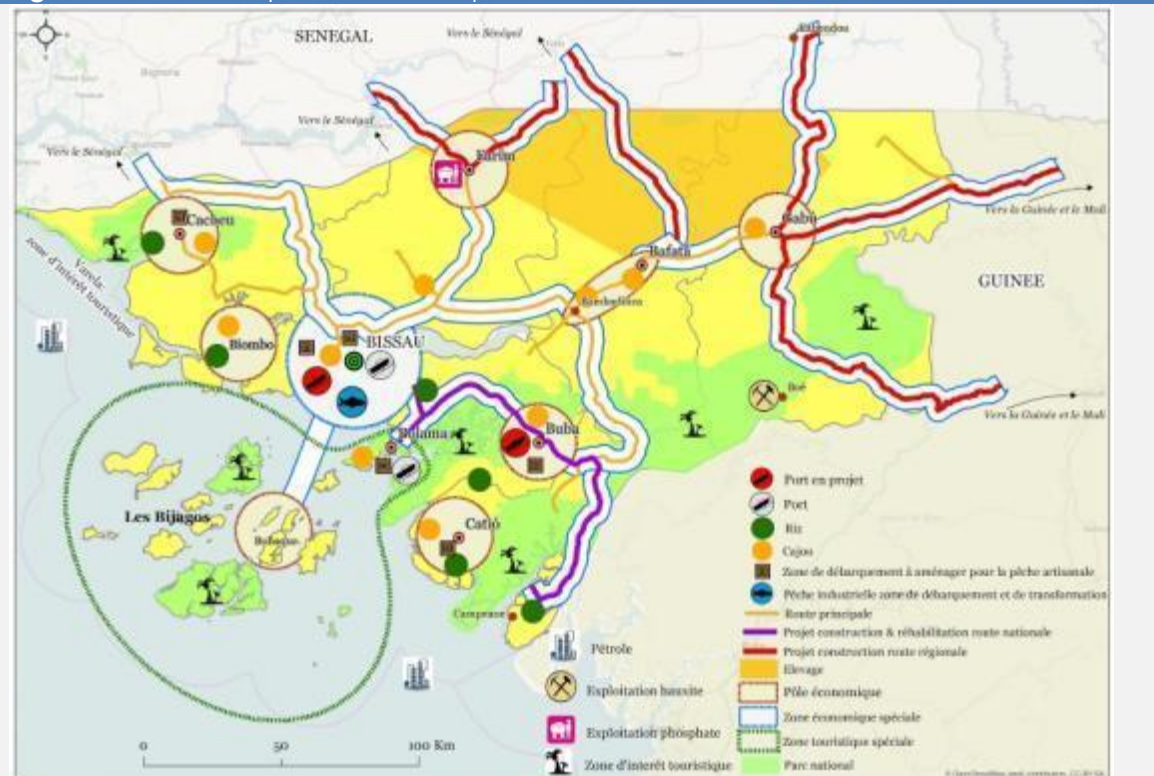
La filière Mines constituera en 2025 le quatrième moteur de croissance de la Guinée-Bissau. Le potentiel minier de la Guinée-Bissau semble considérable.

Toutefois, il sera valorisé sur la base d'un cadre réglementaire respectant les exigences du pays en matière de développement durable. De ce fait, d'ici 2020, l'exploitation des mines artisanales et de matériaux de construction sera promue et l'exploitation des grandes mines privilégiera à court terme les phosphates (Farim), puis à moyen terme la bauxite. Pendant ce temps, les études de faisabilité, d'impact et d'opportunités requises seront réalisées pour les hydrocarbures.

En 2025, une nouvelle carte économique de la Guinée Bissau, autour de 9 pôles économiques.

La stratégie Guinée-Bissau 2025 transformera la carte économique de la Guinée-Bissau. Aujourd'hui, en dehors de la production de cajou et de riz, les activités économiques et les infrastructures productives de la Guinée-Bissau sont fortement concentrées autour de sa capitale Bissau. La figure 1 montre que la mise en place de la stratégie Guinée-Bissau 2025 favorisera l'émergence d'une nouvelle carte économique, avec 9 pôles économiques répartis sur l'ensemble du territoire, et qui seront des bassins dynamiques d'activités économiques, d'emplois et de vie urbaine. Les 9 pôles identifiés sont : Bissau, l'archipel des Bolama-Bijagós, Biombo, Cacheu, Farim, Bafatá, Gabú, Catio et Buba.

Figure 1 : Carte des pôles économiques à l'horizon 2025

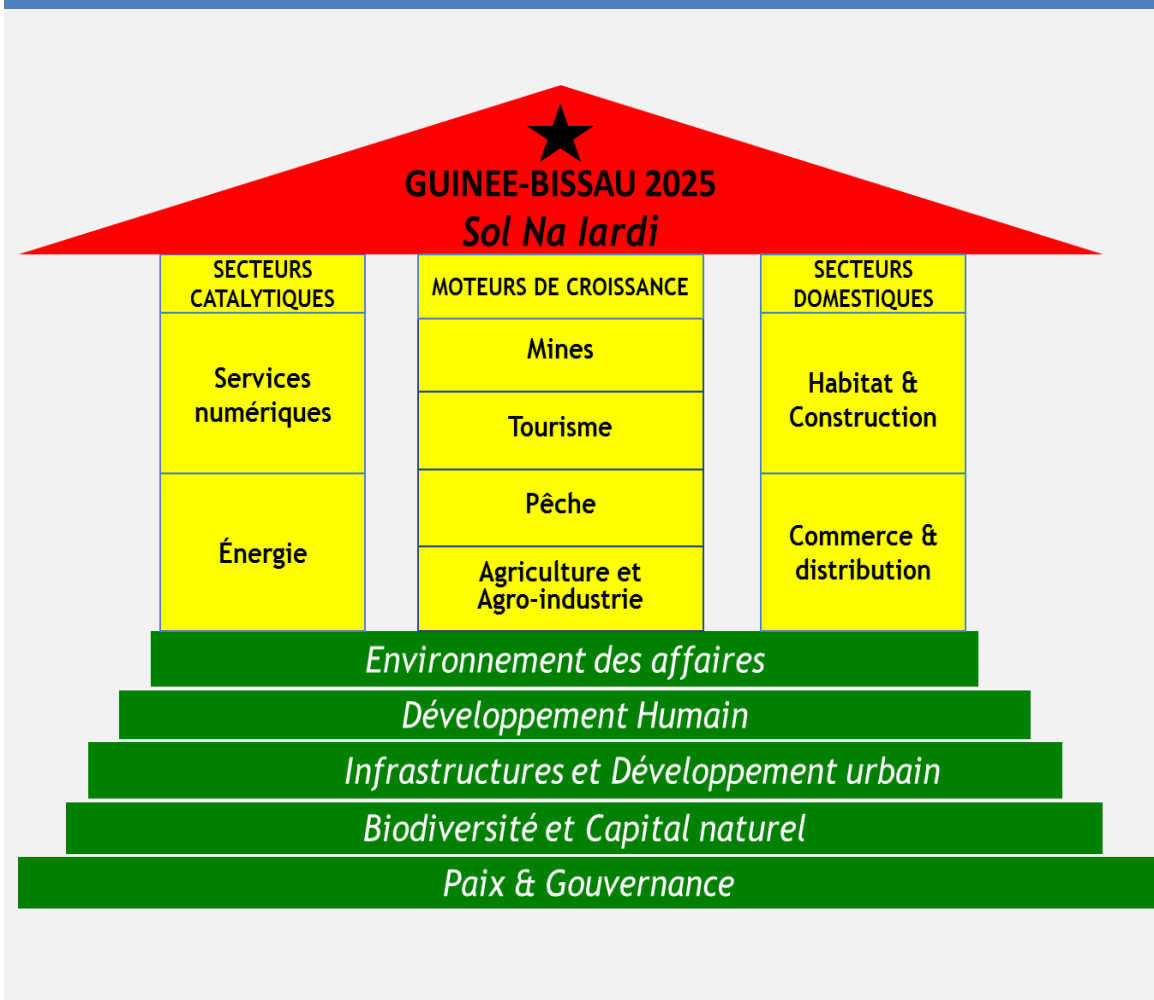


Source : Analyses Performances Group

La Vision Guinée-Bissau 2025 indique la destination future et le plan opérationnel 2015-2020 les grands axes qui y mèneront (les orientations stratégiques). La figure 2 synthétise la stratégie de la Guinée-Bissau : elle montre

les six axes (fondements et piliers) qui seront nécessaires pour bâtir la maison Guinée-Bissau 2025 et qui convergent vers un développement durable et solidaire.

Figure 2 : La Maison Guinée-Bissau 2025



Stratégie 2015-2015 : Comment bâtir la maison Guinée-Bissau 2025

L'axe Moteurs de croissance montre l'émergence en 2025 d'une économie diversifiée, avec à côté des secteurs domestiques traditionnels (habitat et construction, commerce) et des secteurs supports critiques pour la compétitivité (l'énergie, le numérique), les quatre grands moteurs de croissance. Pour répondre aux attentes légitimes des populations, des objectifs intermédiaires forts et concrets ont été définis pour 2020 dans chacun des moteurs de croissance : l'autosuffisance en riz, le doublement des revenus du cajou, le développement du tourisme dans les Bijagós (20.000 touristes en 2020), le doublement des revenus et de la valeur ajoutée de la pêche et le développement de la filière des matériaux de construction et d'un site de phosphate à Farim.

Pour se développer pleinement, les moteurs de croissance ont besoin que des fondements de compétitivité soient en place. Ainsi, la pêche ne peut se développer sans une gestion durable des ressources halieutiques, garantissant le renouvellement de l'espèce. Cinq fondements ont ainsi été identifiés, qui constituent les cinq autres axes stratégiques : la Paix et la Gouvernance, la Biodiversité et le capital naturel, les infrastructures et le développement urbain, le développement humain et le cadre des affaires.

L'axe Paix et Gouvernance représente la toute première priorité. Sans paix et sans une bonne gouvernance, la confiance interne et externe ne peut être rétablie, et rien de durable ne pourra être initié. La Paix et la gouvernance sont le point de départ de l'établissement du cercle vertueux dont la Guinée-Bissau a besoin. Il s'agit non seulement d'établir durablement des institutions authentiquement républicaines, notamment les Forces Armées, mais aussi, de doter l'Administration de capacités pour conduire la transformation en profondeur du pays. Ce Fondement s'articule autour de 5 domaines d'actions : (i) la réforme et modernisation de l'administration, (ii) la Paix, la Défense et la Sécurité, avec une série de projets visant notamment la réforme des Forces Armées et la réinsertion des militaires, (iii) la Justice, (iv) la gestion macroéconomique et la réforme de la gestion des finances publiques la Gestion des Finances Publiques, et (v) la promotion du développement local, de la décentralisation et de la participation citoyenne. Le renforcement de la gouvernance, au-delà de la sécurité et de la stabilité sociale visées, doit permettre de bâtir une administration moderne, assumant ses missions de pilotage et de régulation et entièrement orientée vers la satisfaction de ses usagers. Elle doit aussi se traduire par un alignement de la gestion macroéconomique sur les meilleures pratiques afin de promouvoir une croissance forte, durable et résiliente. Dans ce cadre, la Guinée-Bissau améliorera ses capacités de

mobilisation de ressources financières, tout en maîtrisant la dette publique. Les programmes viseront notamment à : (i) renforcer les outils de planification, de programmation et de pilotage des politiques publiques, (ii) renforcer les compétences et les moyens de l'Etat dans la collecte des ressources fiscales, (iii) assurer une exécution transparente et efficace des dépenses publiques.

L'axe Biodiversité et Capital Naturel a pour objectif de préserver et valoriser durablement les ressources naturelles du pays.

Cet axe définit les règles qui régulent les activités humaines de sorte à limiter les pressions anthropiques sur l'environnement et à augmenter la résilience du territoire face aux aléas climatiques. Il s'articule autour de deux principaux domaines d'actions : i) le développement institutionnel qui vise notamment à instaurer un cadre réglementaire et institutionnel de référence et à doter la Guinée-Bissau d'un corpus juridique, d'un modèle de gouvernance et de financements innovants qui lui confèrent le statut de pays africain à l'avant-garde mondiale en matière de développement durable, ii) la gestion durable des écosystèmes qui implique de connaître ces écosystèmes et la biodiversité pour mieux sauvegarder les ressources vulnérables, qui, de mettre en œuvre la Stratégie Nationale des Aires Protégées pour valoriser ces zones qui passeront de 13% à 26% du territoire dans les prochaines années, de favoriser la préservation des écosystèmes

sur l'ensemble du territoire en veillant à respecter les équilibres biologiques et enfin de mettre en place un Plan Climat augmentant la résilience du territoire national au changement climatique. Après le Bangladesh, la Guinée-Bissau est le 2ème pays au monde le plus exposé aux effets du dérèglement climatique. Un plan de protection du littoral et un plan d'adaptation et de mitigation seront mis en œuvre pour répondre aux risques auxquels font face les hommes et le territoire.

L'axe Infrastructures et Développement Urbain vise à doter le pays des infrastructures logistiques, énergétiques, numériques et urbaines nécessaires à son développement.

La Guinée-Bissau souffre aujourd'hui d'un profond déficit d'infrastructures. Pour assurer la mise à niveau requise, ce fondement s'articule autour de 4 domaines d'actions : i) les transports, où les goulots d'étranglement seront levés (réhabilitation du port et de la voirie urbaine de Bissau, voies terrestres prioritaires, voies fluviomaritimes de navigation,) ii) l'énergie et l'eau, où il s'agit d'opérer un revirement majeur en développant 90 MW d'ici 2020 et en améliorant de façon significative l'accès à l'eau potable et à l'assainissement; iii) le numérique, afin de faire du numérique un vrai levier de croissance pour l'ensemble de l'économie; iv) l'aménagement du territoire et le développement urbain, dont l'objectif immédiat est de rénover et construire les principaux centres urbains de

manière à les doter d'infrastructures et de systèmes fonctionnels et à les instituer comme épices de l'activité économique. Dans ce cadre, le développement de l'archipel Bolama-Bijagos et des cinq principaux centres urbains seront une priorité.

L'axe « Développement Humain » vise à valoriser le potentiel de la population bissau-guinéenne, en assurant la satisfaction de ses besoins fondamentaux, en mettant en place un filet social de sécurité et en développant ses compétences, sa productivité et son employabilité. Il se décline en 4 domaines d'action : i) l'Education et l'emploi où, parallèlement aux projets en cours, un schéma directeur de l'Education 2015-2025 permettra de décliner un plan opérationnel de réformes et d'investissements aligné à la stratégie 2025, tandis qu'un Office National de l'Emploi va renforcer l'action publique dans ce secteur critique de l'emploi; ii) la Santé, où un plan directeur sera élaboré et un système performant de pilotage et de monitoring mis en place, de même que des projets relatifs aux infrastructures, aux médicaments et aux grandes endémies ; iii) la protection sociale, pour une réduction à grande échelle de la pauvreté, à travers la création, aussi bien d'un filet de sécurité que de véritables opportunités d'autonomisation pour les plus démunis ; (iv) la Culture, la Jeunesse et les Sports, qui seront notamment porteurs d'un grand renouveau culturel. Un plan national de développement social sera mis en place, avec

d'une part un volet Protection sociale sur le mode « Bolsa Familia » au Brésil, et d'autre part un volet Autonomisation qui appuiera les populations bissau-guinéennes les plus démunies ("la base de la pyramide") par la création d'un écosystème de projets innovants et entrepreneuriaux, dans des domaines tels que l'éducation, l'accès à l'assainissement, l'eau, l'énergie ou l'habitat.

L'axe « Simplification du cadre des affaires et Développement du secteur privé » vise à mettre en place un environnement incitatif pour le secteur privé. Il s'agira de créer les conditions favorables pour l'épanouissement du secteur privé, essentiel au développement des investissements et au déploiement des moteurs de croissance. La simplification du cadre des affaires s'articule autour de 3 programmes: (i) l'élaboration d'un cadre juridique national incitatif et cohérent, (ii) la réforme du cadre des affaires, et (iii) la mise en place de plateformes économiques intégrées, dont la création d'une Zone Economique Spéciale multisectorielle à Bissau.

Défi de l'exécution

Le Plan Guinée-Bissau 2025 Sol Nardi représente un plan ambitieux de transformation en une décennie de la Guinée Bissau. Il se décline durant la période 2015-2020 en six axes, vingt-

trois (23) domaines d'actions, cinquante-trois (53) programmes et 115 projets, pour un coût d'environ 1 305 milliards CFA. Ce plan est clair, global et cohérent. Mais la vraie bataille sera celle de l'exécution. Pour la réussir, il est prévu une mise en œuvre par étapes, avec des acquis mesurables à chacune de ces étapes. 2025 constitue l'horizon du plan de transformation. Mais 2020 a été défini comme premier horizon intermédiaire, avec de premiers objectifs forts et structurants (le développement du tourisme dans les Bijagos, l'autosuffisance alimentaire, le doublement des revenus de la filière cajou, le doublement des revenus et de la valeur ajoutée de la pêche, le démarrage d'un site de phosphates à Farim). L'agenda de la transformation de la Guinée-Bissau intègre ainsi un des premiers principes de la réussite d'un processus de changement, à savoir l'obtention rapide de premiers résultats visibles, qui permettent de renforcer la confiance des populations envers les Autorités et de conforter la dynamique de changement.

Ainsi, le deuxième horizon du Plan sera annuel. Des priorités seront définies chaque année et les acquis annuels devront être clairement mesurables et visibles pour les populations. Dans ce cadre, les priorités de 2015 ont été définies : neuf projets permettront de faire face aux urgences immédiates et neuf programmes d'initier le revirement stratégique de la Guinée-Bissau.

Durant les six premiers mois du plan, neuf projets devront permettre de faire face aux urgences immédiates. Répondre immédiatement à l'urgence sociale est critique, en accompagnant la démobilisation et la réinsertion des combattants, en renforçant l'accès des populations urbaines à l'eau et à l'électricité et en incitant à une baisse des coûts et des tarifs de télécommunications, qui impactent aujourd'hui une grande majorité des populations. Répondre à l'urgence financière et accroître les recettes de l'Etat est également indispensable. Cela est réalisable à travers une maîtrise des recettes de la pêche (Surveillance et contrôle du territoire maritime et gestion des licences de pêche) et la réorganisation et le renforcement des capacités de l'administration fiscale. Enfin, répondre à l'urgence économique et lever les goulots d'étranglement de l'économie (EAGB, port de Bissau, Saltinho 86 MW) est également incontournable.

En même temps, durant ses six premiers mois, 9 programmes permettront d'initier le revirement stratégique de la Guinée-Bissau. Trois d'entre eux doteront l'Etat bissau-guinéen des leviers critiques de pilotage et de mise en œuvre de la stratégie Guinée Bissau 2025: i) la mise en place d'une cellule de suivi du Plan stratégique, qui sera chargé immédiatement de décliner les plans directeurs opérationnels, ii) la consolidation de la gestion des finances publiques, avec le déploiement du système d'information et de

gestion des finances publiques, et iii) la mise en place des trois grands registres de l'Etat (personnes physiques, registre des données géo-référencées du territoire, personnes morales), leviers critiques pour l'efficacité de toutes les politiques publiques. Deux programmes permettront de démarrer la construction de fondements critiques et durables, au niveau de la biodiversité (la loi-cadre sur le développement durable et le renforcement de l'IBAP et de la Fondation BioGuinée) et du développement social (plan d'autonomisation des populations démunies). Enfin quatre programmes permettront d'accélérer la croissance, en libérant le potentiel du secteur numérique, en initiant des réformes hardies du cadre des affaires, en améliorant les chaînes de valeur agricoles (filières riz et cajou) avec l'appui de partenaires techniques et en mettant en place le programme Tourisme des Bijagos, notamment la zone touristique spéciale.

Par ailleurs, quatre leviers seront nécessaires pour réussir le défi de l'exécution : i) la volonté politique et l'exemplarité pour, dans les arbitrages

au quotidien, toujours garder le cap de la vision et de la stratégie et montrer l'exemple, notamment au niveau des valeurs, des attitudes et des comportements, **ii) l'alignement de l'action publique à la stratégie, ceci à tous les niveaux** : les objectifs stratégiques doivent être déclinés du niveau central au niveau local, en passant par toutes les structures intermédiaires. La mise en œuvre de l'action publique constitue une longue chaîne dont chaque maillon est important pour la réussite globale. En cela, l'implication et la mobilisation de tous est fondamentale, **iii) la responsabilisation et la redevabilité**. Les acteurs à chaque niveau doivent être pleinement responsabilisés et rendre compte, dans le cadre de contrats de performance. Parmi eux, les agents responsables des 64 programmes auront un rôle particulièrement critique et devront jouer un véritable rôle d'agents de changement au sein de l'administration, **iv) le pilotage par les résultats**. Dans ce cadre, un bureau de suivi du plan appuiera le Premier Ministre dans la mise en place d'un dispositif rigoureux d'animation, de pilotage et de suivi-évaluation du plan.

**ANNEXE : Portefeuille projets du Plan Opé-
rationnel Guinée-Bissau 2015-2020
(Vague 1)**

Tableaux 1: Portefeuilles de projets du Plan Opérationnel Guinée-Bissau 2015-2020

Réforme et modernisation de l'administration (Axe Paix et Gouvernance)

Ces programmes nécessiteront près de **12,2 milliards de F CFA** de financement. Environ 321 millions de FCFA sont déjà acquis et sont dédiés au renforcement des capacités de l'administration.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|--|--|--|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Paix et Gouvernance | Réforme et modernisation de l'administration | 1. Pilotage stratégique et suivi des politiques publiques | Pilotage et suivi du plan stratégique | 1 500 | - | 1 500 | 2,5 | | Public |
| | | | Elaboration de plans sectoriels d'opérationnalisation de la stratégie notamment : transport et aménagement du territoire, énergie, eau, numérique, éducation, santé, protection sociale, autonomisation, agriculture et agro-industrie, pêche, tourisme, mines | 2 000 | 293 | 1707 | 2,8 | | Public |
| | | 2. Réforme et renforcement des capacités de l'administration | Réforme et modernisation de l'administration publique | 2 000 | - | 2 000 | 3,3 | | Public |
| | | | Optimisation des effectifs de la fonction publique : étude Fonds de pension et réinsertion des déflatés | 3 500 | - | 3 500 | 5,8 | | Public |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|-------------------|---|--|---|------------------------------|------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | | | | | | En millions FCFA | En millions \$ | | |
| | | 3.Mise en place des grands registres de l'Etat | Registre des personnes physiques. Volet 1: Carte d'identité nationale biométrique (carte multifonctionnelle) | 2 000 | 28 | 1 972 | 3,3 | | Public/Privé |
| | | | Registre des données géoréférencées (cartographie nationale du territoire) | 1 000 | - | 1 000 | 1,7 | | Public |
| | | | Registre des personnes morales (1. RCCM, 2. Identité fiscale) | 150 | - | 150 | 0,3 | | Public |
| SOUS-TOTAL | | | | 12 150 | 321 | 11 829 | 19,7 | | |

Paix, défense, sécurité ; Justice (Axe Paix et Gouvernance)

Ces programmes nécessitent un budget conséquent, environ **167 milliards de francs FCA**, soit environ 13% du budget total du portefeuille de projets. Avec moins de 2,5 milliards de financement acquis, la mobilisation de partenaires pour faire face à cet enjeu reste critique.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature | |
|-------------------------------------|---------------------------|---|---|---|--|-------------------|----------------|-----------------------|--------|--------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | | |
| Paix et Gouvernance | Paix, défense et sécurité | 4. Réforme des forces de défense et de sécurité | Réforme du secteur défense et de sécurité (y compris la création d'une force spéciale de marine pour la surveillance des zones maritimes et insulaires) | 75 842 | - | 75 842 | 126,4 | | Public | |
| | | | Fonds de pension et de gratification (démobilisation et réinsertion) | 48 104 | 560 | 47 544 | 79,2 | | Public | |
| | | | Réorganisation et modernisation de la production industrielle des forces armées « Batalha de Komo » | 33 314 | - | 33 314 | 55,5 | | Public | |
| | Justice | 5. Promotion de la Réconciliation et du dialogue national | Réconciliation nationale et renforcement des mécanismes de dialogue et de participation à l'action publique | 1 021 | - | 1 021 | 1,7 | | Public | |
| | | | 6. Réforme de la justice | Renforcement de l'administration judiciaire et de l'Etat de droit | 8 717 | 1 832 | 6 885 | 11,5 | | Public |
| | | | | 7. Protection des droits de l'homme et des libertés publiques | Protection des droits de l'homme et des libertés publiques (Développement du cadre institutionnel + Promotion des droits de l'homme en relation avec les populations cibles) | 300 | | 300 | 0,5 | |
| SOUS-TOTAL | | | | 167 298 | 2 392 | 164 906 | 274 | | | |

Gestion macroéconomique et réforme de la gestion des finances publiques; Promotion du développement local, de la décentralisation et de la participation citoyenne (Axe Paix et Gouvernance)

Ces programmes nécessiteront au total un financement d'environ **20 milliards de F CFA**, dont 3,6 milliards sont déjà acquis.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|---|---|--|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Paix et Gouvernance | Gestion macroéconomique et réforme de la gestion des finances publiques | 8. Renforcement de la gestion macroéconomique | Stabilisation du cadre macroéconomique et renforcement des capacités de gestion macroéconomique du pays | 1 000 | - | 1 000 | 1,7 | | Public |
| | | | Renforcement des capacités de l'Institut National des Statistiques | 1 000 | 29 | 971 | 1,6 | | Public |
| | | 9. Réforme de la gestion des finances publiques | Renforcement et consolidation du système de gestion intégrée des finances publiques (SIGFIP) | 2 137 | - | 2 137 | 3,6 | | Public |
| | | | Appui aux réformes de la gestion économique et financière | 6 750 | 3 500 | 3 250 | 5,4 | | Public |
| | Promotion du développement local, de la décentralisation et de la participation citoyenne | 10. Réforme de l'administration territoriale et des collectivités locales | Elaboration d'une stratégie et mise en œuvre des mesures de décentralisation - implication du pouvoir législatif et de la société civile | 1 150 | - | 1 150 | 1,9 | | Public |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|-------------------|--|---|---|------------------------------|------------------|----------------|-----------------------|--------|
| | | | | | | En millions FCFA | En millions \$ | | |
| | | 11. Décentralisation et Promotion du développement participatif | Projet de décentralisation et de développement local | 8 000 | - | 8 000 | 13,3 | | Public |
| | | | Promotion de la participation des femmes aux activités politiques | 500 | 125 | 375 | 0,6 | | Public |
| SOUS-TOTAL | | | | 20 537 | 3 654 | 16 883 | 281 | | |

Axe Biodiversité et gestion durable du capital naturel.

Cet axe Capital naturel et biodiversité requiert un financement d'environ **48 milliards de F CFA**, dont 6 milliards CFA sont acquis.

| Fonde- ments et Moteurs de crois- sance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût to- tal es- timé (en mil- lions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du fi- nan- ce- ment | Nature |
|---|---|---|---|--|--|---------------------------------|---------------------------|---|-------------------|
| | | | | | | En mil- lions F CFA | En mil- lions \$ | | |
| Biodiver- sité et ca- pital na- turel | Développe- ment institu- tionnel | 12. Réformes institu- tionnelles et cadre réglementaire de la gestion de l'environ- nement et du déve- loppement durable | Elaboration du cadre réglementaire du développe- ment durable et appui à la mise en œuvre des con- ventions internationales | 760 | 260 | 500 | 0,8 | | Public |
| | | | Création du Fonds National de l'Environnement (FNE) | 2 000 | - | 2 000 | 3,3 | | Public |
| | | | Renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la recherche et du contrôle | 2 416 | - | 2 416 | 4,0 | | Public |
| | | | Création d'un Centre de traitement des Résidus et Pro- duits Chimiques | 2 000 | - | 2 000 | 3,3 | | Pu- blic/Privé |
| | | | Création d'un centre de traitement des déchets so- lides | 2011 | - | 2011 | 3,4 | | Pu- blic/Privé |
| | 13. Renforcement des capacités de gestion du capital naturel | Renforcement des Capacités de Gestion de l'Environ- nement et des forêts | 3 000 | 500 | 2500 | 4,2 | | Public | |
| | Gestion du- rable des eco- systèmes | 14. Connaissance et surveillance des ressources natu- relles | Surveillance et contrôle du territoire maritime | 7 000 | - | 7 000 | 11,7 | | Pu- blic/Privé |
| | | | Inventaire et caractérisation des ressources halieu- tiques | 1 500 | - | 1 500 | 2,5 | | Public |
| | | | Inventaire des forêts et Système de Suivi de la Végéta- tion Forestière de la Guinée-Bissau (SIMOFLOOR) | 5 408 | 650 | 4 758 | 7,9 | | Public |
| | | | 15. Gestion des aires protégées (Mise en œuvre du SNAP) | Renforcement de l'IBAP et la mise en œuvre du Sys- tème National des Aires Protégées de la fondation Bio- Guinée | 1 500 | 500 | 1 000 | 1,7 | |
| 16. Préservation des écosystèmes* | | | Gestion durable des ressources naturelles (eau, sols et forets) | 8 000 | 547 | 7 453 | 12,4 | | Public |

| Fonde- ments et Moteurs de crois- sance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total es- timé (en mil- lions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du fi- nan- ce- ment | Nature |
|---|----------------------|---|---|---|--|------------------------------|------------------------|---|--------|
| | | | | | | En mil- lions F CFA | En mil- lions \$ | | |
| | | (*hors gestion des aires protégées et écosystèmes agro- pastoraux) | Projet de la conservation de la biodiversité, dont biodi- versité marine | 2 000 | 404 | 1 596 | 2,7 | | Public |
| | | | Gestion durable des ressources fauniques | 1 250 | - | 1 250 | 2,1 | | Public |
| | | 17. Elaboration et mise en œuvre d'un Plan Climat | Plan national et projets d'adaptation aux change- ments climatiques | 3 200 | 1 737 | 1 463 | 2,4 | | Public |
| | | | Renforcement des capacités d'adaptation et de la résilience face aux changements climatiques | 6 250 | 1 582 | 4 668 | 7,8 | | Public |
| SOUS-TOTAL | | | | 48 295 | 6 180 | 42 115 | 70,2 | | |

Axe Infrastructures et développement urbain.

Cet axe requiert près de **790 milliards de F CFA** de financement, dont moins de 61 milliards de F CFA sont acquis. 13 de ces projets, d'un montant total estimé à environ 320 milliards de FCFA, pourraient être financés par le secteur privé ou dans le cadre de partenariats public-privé (dont compris la construction du port de Buba et du Barrage de Saltinho d'un montant global d'environ 300 milliards de FCFA).

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|---|-------------------|---|---|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Infrastructures et développement urbain | Transport | 18. Réformes et renforcement institutionnel | Réformes du secteur du transport (étude et mise en œuvre des réformes) | 500 | - | 500 | 0,8 | | Public |
| | | 19. Mise en œuvre du schéma directeur des infrastructures de transport | Construction du Pont de Farim et de la bretelle Farim-Tanaf | 27 600 | - | 27 600 | 46,0 | | Public |
| | | | Réhabilitation et construction des voies urbaines à Bissau | 65 000 | 37 000 | 28 000 | 46,7 | | Public |
| | | | Construction de 9 marchés dans la capitale et villes secondaires | 3 300 | - | 3 300 | 5,5 | | Public |
| | | | Restructuration du Port de Bissau | 25 000 | 8 000 | 17 000 | 23,3 | | Public |
| | | | Construction de 7 gares routières de passagers dans des villes principales | 2 450 | - | 2 450 | 4,1 | | Public/Privé |
| | | | Réhabilitation et construction de routes nationales et régionales | 36 000 | - | 36 000 | 60,0 | | Public |
| | | | Construction des routes Gabu Pirada et Gabu Buruntuma | 33 000 | - | 33 000 | 55,0 | | Public |
| | | | Construction des routes Buba Catio et Buba Enxudé, Canchungo-Caio, Canchungo-Calequisse | 48 000 | - | 48 000 | 80,0 | | Public |
| | | | Programme de construction et réhabilitation de 5km de voies urbaines dans 9 régions | 33 000 | - | 33 000 | 55,0 | | Public |
| | | | Programme de mobilité urbain de la ville de Bissau | 3 500 | - | 3 500 | 5,8 | | Public/Privé |
| | | Construction d'un port en eau profonde à Buba (étude de faisabilité) | 133 400 | - | 133 400 | 22,3 | | Public/Privé | |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature | | |
|-------------------------------------|-------------------|---|--|--|--|-------------------|----------------|-----------------------|---------------|--------|---------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | | | |
| Energie & Eau | | | Port en eau profonde de Pikil (étude de faisabilité) | 600 | - | 600 | 1,0 | | Public/ Privé | | |
| | | | Projet de transport fluviomaritimes (Navires, infrastructures, sécurité) | 4 500 | - | 4 500 | 7,5 | | Public/ Privé | | |
| | | | Réhabilitation de l'aéroport Osvqldo Vieira | 11 200 | - | 11 200 | 18,7 | | Public/ Privé | | |
| | | 20. Réformes et renforcement institutionnel du secteur de l'électricité et de l'eau | | Restructuration de l'EAGB et réforme du cadre institutionnel et réglementaire de l'eau | 270 | - | 270 | 0,5 | | Public | |
| | | | 21. Mise en œuvre du schéma directeur énergie - projets de production | | Construction d'une centrale hydroélectrique de Sal-tinho - Phase 1 | 166 600 | - | 166 600 | 277,7 | | Public/ Privé |
| | | | | | Projet de renforcement des capacités de production d'électricité (centrale thermique à fuel lourd de Bôr, 50 MW) | 37 800 | 13 760 | 24 040 | 40,1 | | Public |
| | | | 22. Mise en œuvre du schéma directeur eau - projets de production | | Programme eau d'assainissement et d'hygiène | 4 000 | 1 758 | 2 242 | 3,7 | | Public |
| | | | | | Gestion intégrée des bassins hydrographiques de Curubal | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public |
| | | | | | Réhabilitation de 31 centres de la production de l'électricité à l'intérieur du pays | 13 951 | - | 13 951 | 23,3 | | Public |
| | | | 23. Réhabilitation et renforcement du réseau d'eau et d'électricité | | Etude et construction de réseau national de transport d'énergie électrique | 16 118 | - | 16 118 | 26,9 | | Public |
| | | | | | Projet d'interconnexion OMVG | 40 437 | - | 40 437 | 67,4 | | Public/ Privé |
| | | | | | Amélioration du service d'électricité dans la ville de Bissau (25 km de réseau de distribution) | 9 900 | - | 9 900 | 16,5 | | Public |
| | | | | | Projet d'électrification des zones rurales | 2 000 | 57 | 1 943 | 3,2 | | Public/ Privé |
| | | | Projet multisectoriel de réhabilitation des infrastructures | 2 358 | 350 | 2 008 | 3,3 | | Public | | |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|---|--|--|---|------------------------------|---------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | Numérique | 24. Réformes et renforcement institutionnel | Actualisation de la législation sur l'économie numérique | 100 | - | 100 | 0,2 | | Public |
| | | | Réforme de l'opérateur Guine Telecom + GuineTel | 750 | - | 750 | 1,3 | | Public/Privé |
| | | | Promotion et mise en œuvre du plan numérique | 5 000 | | 5 000 | 8,3 | | Public |
| | | 25. Infrastructures numériques de base | Accès au câble sous-marin (étude technique et mise en œuvre) et backbone national en fibre optique - vague 1 | 30 550 | - | 30 550 | 59,9 | | Public/Privé |
| | | | Projet TNT | 12 500 | - | 12 500 | 20,8 | | Public |
| | Aménagement du territoire et développement urbain | 26. Réformes et renforcement institutionnel | Cadre légal et réglementaire de l'urbanisme et de l'habitat (code domanial, du foncier, de l'urbanisme et de l'Habitat) | 500 | 59 | 441 | 0,7 | | Public |
| | | | Promotion du plan national d'aménagement du territoire (schéma directeur et fonds autonome) | 800 | - | 800 | 1,3 | | Public |
| | | 27. Programme d'urgence de développement intégré de l'archipel des Bijagós | Programme intégré infrastructures et développement humain Bijagós (aéroport de Bubaque, électricité, télécoms, centre de santé, école, centre de formation professionnelle...) | 5 000 | - | 5 000 | 8,3 | | Public/Privé |
| | | 28. Schéma directeur d'aménagement urbain | Schéma directeur d'urbanisme d'assainissement des villes principales (Bissau, Cacheu, Buba, Bafata) | 1 100 | - | 1 100 | 1,8 | | Public |
| | | 29. Habitat et construction | Promotion et développement du financement à long terme de l'habitat social avec l'appui des Partenaires techniques et financiers et | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public |
| | | | Programme de travaux publics à forte intensité de main d'œuvre (HIMO) / AGETIP | 5 000 | - | 5 000 | 8,3 | | Public |
| | SOUS TOTAL | | | | 783 780 | 60 984 | 727 800 | 1 211,3 | |

Axe Développement humain

Ces programmes nécessitent des investissements d'un montant d'environ **87 milliards de F CFA**, dont 18 milliards de F CFA sont acquis.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|--|--|--|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Développement Humain | Education et Emploi | 30.Réformes, renforcement Institutionnel et Mise en œuvre du schéma directeur | Système d'information et de management de l'Education | 1 000 | 293 | 707 | 1,2 | | Public |
| | | | Renforcement de la qualité et des capacités de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire et promotion de l'égalité du genre (y compris la construction d'infrastructures d'écoles primaires et secondaire) | 17 000 | 5 589 | 11 411 | 19,0 | | Public |
| | | | Réforme et renforcement de la qualité et des capacités de l'éducation supérieure (y compris la construction d'infrastructures de formation universitaire) | 10 000 | 15 | 9 985 | 16,6 | | Public/Privé |
| | | | Renforcement de la qualité et des capacités de la formation professionnelle (y compris la construction d'infrastructures pour la formation professionnelle) | 10 000 | - | 10 000 | 16,7 | | Public |
| | | | Cantines scolaire (infrastructures et produits alimentaires) | 5 000 | - | 5 000 | 8,3 | | Public |
| | Santé | 31.Réformes et renforcement institutionnel | Renforcement institutionnel (pilotage, monitoring, ressources) | 2 000 | 410 | 1 590 | 2,7 | | Public |
| | | | Construction d'un centre Hospitalier spécialisé de la Guinée-Bissau (CHEGUIB) | 69 000 | - | 69 000 | 23,0 | | Public/Privé |
| | | 32.Mise en œuvre du schéma directeur santé | Programme d'approvisionnement en médicaments | 1 500 | 446 | 1 054 | 1,8 | | Public |
| | | | Acquisition de moyens de transport pour l'évacuation sanitaire | 500 | - | 500 | 0,8 | | Public |
| | 33.Programmes spéciaux santé | Programme (SIDA ; Paludisme ; Tuberculose ; développement de l'enfance "santé et nutrition" ; assistance et protection des femmes, etc.) | 33 700 | 9 600 | 24 100 | 40,2 | | Public | |
| | Protection sociale, promotion du genre, lutte contre la pauvreté | 34.Autonomisation et Genre (Plan National Directeur d'ap- | Projets d'autonomisation économique des femmes | 3 000 | 1 887 | 1 113 | 1,9 | | Public |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|---|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| | | pui aux populations démunies/BOP) | | | | | | | |
| | Culture, jeunesse et sport | 35.Culture | Construction du Palais de la Culture | 1 500 | - | 1 500 | 2,5 | | Public |
| | | | Construction de la Bibliothèque nationale | 2 000 | - | 2 000 | 3,3 | | Public |
| SOUS TOTAL | | | | 87 200 | 18 240 | 68 960 | 114,9 | | |

Axe Environnement des affaires.

Ces programmes, d'un coût de **17 milliards de F CFA**, ne disposent d'aucun financement.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|--|--|---|--|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Environnement des Affaires | Amélioration de l'environnement des affaires et développement du secteur privé | 36. Mise en place d'un cadre juridique national incitatif et cohérent | Elaboration de codes sectoriels incitatifs (agriculture, agro-industrie, tourisme, mines et pêches) | 500 | - | 500 | 0,8 | | Public |
| | | 37. Réforme du Cadre des Affaires | Réformes Doing Business et dialogue public-privé | 1 800 | - | 1 800 | 3,0 | | Public |
| | | | Appui à la mise en place de l'Agence de promotion des investissements/ Centre de facilitation des entreprises | 1 200 | - | 1 200 | 2,0 | | Public |
| | | | Elaboration du Code et accompagnement des PME | 100 | - | 100 | 0,2 | | Public |
| | | | Appui à la mise en œuvre du Plan de développement d'un secteur financier inclusif | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public |
| | | | 38. Plateformes économiques intégrées | Elaboration d'un cadre réglementaire des Zones Economiques Spéciales | 275 | - | 275 | 0,5 | |
| | | Zone Economique Spéciale Bissau (étude et mise en œuvre) | | 10 000 | - | 10 000 | 16,7 | | Public/Privé |
| | | SOUS TOTAL | | | | 16 875 | - | 16 875 | 28,1 |

Axe Moteurs de croissance - volet Agriculture et agro-industrie.

Le coût total estimé de ces programmes s'élève à près de **91 milliards de F CFA**, pour un financement acquis de 13 milliards de F CFA.

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|--|--|--|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------|--------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | | |
| Agriculture | Soutien à l'agriculture | 39.Réformes et renforcement institutionnel | Appui institutionnel et coordination sectorielle à l'agriculture et à l'agro-industrie | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public | |
| | | | Statistiques agricoles | 2 200 | - | 2 200 | 3,7 | | Public | |
| | | | Recherches et conseil agricole | 5 000 | - | 5 000 | 8,3 | | Public | |
| | | 40.Renforcement des capacités du secteur agricole | Laboratoire de référence pour l'agro-industrie | 2 000 | - | 2 000 | 3,3 | | Public | |
| | | Plan cajou | 41.Optimisation et valorisation de la chaîne de valeur cajou | Mise en œuvre du plan cajou (avec l'appui d'un partenaire technique spécialisé) 1. Appui à la production 2. Appui à la transformation 3. Appui à la commercialisation | 10 000 | - | 10 000 | 16,7 | | Public |
| | | Plan Autosuffisance Riz | 42.Aménagement et infrastructures | Autosuffisance alimentaire - Promotion des filières de production végétale (dont aménagement de basses fonds pluviaux et mangroves pour la production rizicole) | 57 000 | 12 700 | 44 300 | 73,8 | | Public/Privé |
| | 43.Amélioration des rendements | | Appui à la production, à la certification et à l'approvisionnement en semences et céréales | 150 | 98 | 53 | 0,1 | | Public | |
| | | Autres filières agricoles | 44.Elevage | Promotion des productions animales (dont infrastructures support à l'élevage) | 6 325 | - | 6 325 | 10,5 | | Public |
| | | | | Renforcement des capacités en ressources humaines (Centre National de formation aux métiers de l'élevage) | 500 | - | 500 | 0,8 | | Public |
| | | | 45.Horticulture | Aménagement de 500 ha de périmètres maraîchers (PNIA) | 5 000 | - | 5 000 | 8,3 | | Public |

| Fondements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|-------------------------------------|-------------------|------------|---------|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| SOUS-TOTAL | | | | 91 175 | 12 798 | 78 377 | 130,6 | | |

Axe Moteurs de croissance - volet Pêche et aquaculture.

Le développement de ce secteur critique de la Pêche et de l'aquaculture nécessite un financement d'environ **63 milliards de FCFA**. Quasiment aucun financement n'est acquis à ce stade.

| Fonde- ments et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total es- timé (en mil- lions de FCFA) | Ac- quis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du finance- ment | Nature |
|--|-------------------------------|---|--|---|---|------------------------------|---------------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | | | | En mil- lions F CFA | En mil- lions \$ | | |
| Pêche et Aquaculture | Pêche et aquacul- ture* | 46. Renforcement de la Gouver- nance de la pêche et de l'aquaculture | Renforcement des capacités de l'administra- tion en charge de la pêche (Gestion des li- cences de pêche) | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public |
| | | | Statistiques pêche | 500 | 66 | 434 | 0,7 | | Public |
| | | | Projets de surveillance maritime dans Capital Naturel | 3 400 | - | 3 400 | 5,7 | | Public |
| | | | Appui au contrôle des ressources halieutiques et renforcement des infrastructures de pêche | 48 000 | - | 48 000 | 80 | | Pub- lic/Privé |
| | | 47. Recherche et Certification | Mise aux normes et certification du laboratoire d'analyses microbiologiques | 3 000 | - | 3 000 | 5,0 | | Public |
| | | 48. Développe- ment de la pêche artisanale | Appui au développement de la pêche artisa- nale (infrastructures, transformation, village de pêcheurs) | 1 500 | - | 1 500 | 2,5 | | Public |
| | | 49. Développe- ment de l'aquacul- ture | Formation aux métiers de l'aquaculture et ap- pui à l'insertion | 500 | - | 500 | 0,8 | | Public |
| | | | Appui au développement de l'aquaculture (pisciculture notamment) | 3 000 | 79 | 2 921 | 4,9 | | Public |
| SOUS-TOTAL | | | | 62 900 | 145 | 62 755 | 104,6 | | |

Axe Moteurs de croissance - Tourisme.

Ce volet requiert un financement de **4,5 milliards de F CFA**, qui reste entièrement à mobiliser.

| Fonde- ments et Mo- teurs de crois- sance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en mil- lions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du fi- nan- ce- ment | Nature |
|--|----------------------|--|--|--|--|---------------------------|------------------------|---|-------------------|
| | | | | | | En mil- lions F CFA | En mil- lions \$ | | |
| Tourisme | Tourisme | 50.Programme tourisme Bijagós | Développement de l'écotourisme dans l'archipel Bolama-Bijagós (mise en place et opérationnalisation de l'agence de la zone touristique spéciale des Bijagós) | 2 500 | - | 2 500 | 4,2 | | Public |
| | | | Développement d'un circuit national de tourisme | 1 000 | - | 1 000 | 1,7 | | Public |
| | | 51.Aménage- ment de sites touristiques sur le continent | Aménagement et mise en valeur touristique d'un réseau de parcs (Varela, Pecixe...) | 1 000 | - | 1000 | 1,7 | | Pu- blic/Privé |
| SOUS-TOTAL | | | | 4 500 | - | 4 500 | 7,5 | | |

Axe Moteurs de croissance - volet Mines.

Ces programmes nécessitent un financement de **6,0 milliards de F CFA**, qui reste entièrement à mobiliser.

| Fondatements et Moteurs de croissance | Domaines d'action | Programmes | Projets | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | | Source du financement | Nature |
|---------------------------------------|-------------------|---|--|---|------------------------------|-------------------|----------------|-----------------------|--------------|
| | | | | | | En millions F CFA | En millions \$ | | |
| Mines | Mines | 52. Réformes et renforcement institutionnel | Inventaire minier et cartographie géologique | 4 000 | - | 4 000 | 6,7 | | Public/Privé |
| | | | Développement d'un site minier à Farim (phosphates) | 1 000 | - | 1 000 | 1,7 | | Public/Privé |
| | | 53. Promotion des grandes mines | Développement de la mine de bauxite à Boé - Etude de faisabilité et d'impact environnemental | 1 000 | - | 1 000 | 1,7 | | Public/Privé |
| SOUS-TOTAL | | | | 6 000 | - | 6 000 | 10,0 | | |

| | Coût total estimé (en millions de FCFA) | Acquis (en millions de FCFA) | Besoins | |
|-------------------|---|------------------------------|--------------------|----------------|
| | | | En millions FCFA | En millions \$ |
| COÛT TOTAL | 1 304 714,0 | 104 714,0 | 1 200 000,0 | 2 000,0 |